

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 29/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AKZO NOBEL PACKAGING COATINGS SAS

182, rue Ludovic Becquet
B.P. 27
76320 SAINT-PIERRE-LES-ELBEUF

Références : UDRD.2022.03.R.50

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2022 dans l'établissement AKZO NOBEL PACKAGING COATINGS SAS implanté 182, rue Ludovic Becquet B.P. 27 76320 SAINT-PIERRE-LES-ELBEUF. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a eu lieu dans le cadre de l'instruction du dossier "sites et sols pollués" de réhabilitation d'un ancien site industriel dont l'activité a cessé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AKZO NOBEL PACKAGING COATINGS SAS
- 182, rue Ludovic Becquet B.P. 27 76320 SAINT-PIERRE-LES-ELBEUF
- Code AIOT dans GUN : 0005801249
- Régime : Cessation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Sites et sols pollués

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat initial du site mis à l'arrêt avant réalisation des travaux de dépollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|---|--|-------------------|
| Etat initial du site mis à l'arrêt avant dépollution | Code de l'environnement du 09/12/2020, article L512-6-1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de la réhabilitation du site, une vigilance accrue devra être portée sur l'identification des points de mesures afin, notamment, de pouvoir suivre l'évolution et l'efficacité des opérations de dépollution.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etat initial du site mis à l'arrêt avant dépollution

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2020, article L512-6-1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Site et sol pollué |
| Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation autorisée avant le 1er février 2004 est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conjointement avec le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et, s'il ne s'agit pas de l'exploitant, le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation. |
| Constats : L'inspection des installations classées a pris connaissance de l'état initial du site dans le cadre de l'instruction du dossier de réhabilitation de cet ancien site industriel (sites et sols pollués). En effet, la société LH Projet a déposé un dossier tiers demandeurs afin de réhabiliter l'ancien site industriel exploité par la société AKZO NOBEL PACKAGINGS COATING en usage résidentiel. Ce dossier est en cours d'instruction avec la proposition d'un arrêté préfectoral de prescriptions de travaux de dépollution pour ce nouvel usage, qui sera prochainement transmis à l'exploitant. Lors de la visite, l'inspection a constaté que le site était actuellement mis en sécurité (pas de présence de déchets ou produits dangereux, clôture périmétrique intègre, affichage maintenu, gardiennage, ...). Des ouvrages de surveillance de la qualité des eaux souterraines (piézomètres) et des gaz du sol (piézairs) sont en place sur le site. Un suivi régulier est réalisé. Toutefois, l'inspection des installations classées a constaté que ces ouvrages n'étaient pas identifiés conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 et plus particulièrement les articles 8 (identification) et 10 (géoréférencement). |
| Type de suites proposées : Observation: l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'identifier et de géoréférencer l'ensemble de ses ouvrages de surveillance conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003. |
| Proposition de suites : Sans objet |